

INSTITUT DE FORMATION POUR L'AFRIQUE

Rapport annuel

Exercices budgétaires 2015 et 2016



15 juin 2016



Partenaires de l'IFA :



Maurice



Chine



Corée



Australie



Seychelles



Togo

Sigles et abréviations

AfSS	Afrique subsaharienne
AFRITAC	Centres régionaux d'assistance technique du FMI en Afrique
AFC	AFRITAC Centre
AFE	AFRITAC Est
AFS	AFRITAC Sud
AFW	AFRITAC Ouest
AFW 2	AFRITAC Ouest 2
AMF	Analyse du marché financier
APM	Analyse de la politique monétaire
AT	Assistance Technique
BCEAO	Banque Centrale de l'Afrique de l'Ouest
CAE	Communauté d'Afrique de l'Est
CBMT	Cadre budgétaire à moyen terme
CI	Croissance inclusive
CO	Comité d'orientation
CREM	Centre régional d'excellence multidisciplinaire
DFID	Ministère britannique pour le développement international (<i>Department For International Development</i>)
ÉGIP	Évaluation de la gestion de l'investissement public
ESF	Politiques économiques pour la stabilité financière
FAD	Département des finances publiques du FMI
FCB	Principes fondamentaux du contrôle bancaire
FCP	Principes fondamentaux du contrôle prudentiel
GAR	Gestion axée sur les résultats
GFP	Gestion des finances publiques
GMGR	Gestion macroéconomique et gestion des ressources naturelles
GMSF	Gestion macroéconomique et secteur financier
GPR	Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles
IDC	Institut du FMI pour le développement des capacités
IF	Inclusion financière
IFA	Institut de formation pour l'Afrique du FMI
IGEF	Institut de gestion économique et des finances publiques
LEG	Département juridique du FMI
MCM	Département des marchés monétaires et capitaux du FMI
MEFMI	Institut de gestion macroéconomique et financière d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe
MOFED	Ministère des Finances et de l'Economie-Maurice
PEI	Problématique économique de l'intégration régionale
PM	Prévision macroéconomique
PMB	Politiques macroéconomiques et budgétaires
PMPC	Politique monétaire et politique de change
PPF	Programmation et politiques financières
RES	Département des études du FMI
SCN	Statistiques des comptes nationaux
STA	Département des statistiques du FMI
WAIFEM	Institut pour la gestion économique et financière en Afrique de l'ouest

Table des matières	Page
Message de la Directrice	5
Activités durant les exercices budgétaires 2015 et 2016.....	6
Formation à la carte en collaboration avec les AFRITAC et d'autres partenaires	13
Collaboration avec les partenaires de la formation.....	15
Sensibilisation.....	16
Stratégie de développement des activités de formation.....	17
Programme de l'exercice 2017.....	19
Collaboration avec les AFRITAC et les autres partenaires de la formation	21
Utilisation des locaux de l'IFA par ses partenaires	22
Collecte de fonds et budget	23

Encadrés

Encadré 1. Priorités du développement des capacités en Afrique subsaharienne et formations offertes par l'IFA durant l'exercice 2015.....	7
Encadré 2. Priorités du développement des capacités en Afrique subsaharienne et formations offertes par l'IFA pendant l'exercice 2016.....	10
Encadré 3. Angola : Formation/Assistance technique dispensées conjointement en portugais, mars 2016.....	15
Encadré 4. Priorités fixées pour les formations dispensées par l'IFA durant l'exercice 2017..	20

Tableaux

Tableau 1. IFA : Cours dispensés durant les exercices 2015 et 2016	11
Tableau 2. Cours dispensés durant les exercices budgétaires 2015 et 2016 : participants par pays et par genre	12
Tableau 3. IFA – Cours à la carte offerts aux AFRITAC et dispensés en collaboration avec d'autres partenaires, exercices 2015 et 2016	14
Tableau 4. Utilisation des locaux de formation de l'IFA par ses partenaires, exercices 2015 et 2016	16
Tableau 5. IFA – Programme de cours pour l'exercice 2017	21
Tableau 6. Formations à la carte dispensées par l'IFA pour les AFRITAC et en collaboration avec d'autres partenaires, exercice 2017	22
Tableau 7. Utilisation des locaux de formation de l'IFA par ses partenaires, exercice 2017.....	23
Tableau 8. IFA—Point sur la collecte de fonds à la fin janvier 2016	24
Tableau 9. IFA—Estimations budgétaires pour les exercices 2015–2018.....	25

Annexes

Annex I. Le Personnel de L'IFA
Annex II. Cadre logique thématique de l'IFA (Gestion basée sur les résultats)
Annex III. IFA- Description des cours pour Exercices 2015, 2016 et 2017

Message de la Directrice

L'Institut de formation pour l'Afrique (IFA), qui a ouvert ses portes à Maurice en 2013, s'intègre dans le réseau de centres de formation régionaux établis dans divers points du globe par le FMI pour renforcer les capacités institutionnelles et humaines des pays pour une gestion efficace des politiques économiques. L'IFA a pu voir le jour grâce à l'appui financier apporté par les partenaires extérieurs du FMI qui incluent, outre le gouvernement mauricien, les gouvernements chinois, coréen et australien. Les Seychelles et le Togo ont également apporté leur soutien, ce qui témoigne de l'appropriation croissante de l'IFA par ses utilisateurs et de la reconnaissance de la qualité de la formation qu'il dispense et du lieu d'échange qu'il constitue pour partager les connaissances et les meilleures pratiques en matière de gestion macroéconomique en Afrique subsaharienne (AfSS).

L'IFA contribue au programme de développement pour l'après-2015 qui préconise «les partenariats multi-acteurs pour la mise en œuvre, de manière ciblée et efficace, de programmes de renforcement des compétences (...) pour soutenir les plans nationaux dans la réalisation de tous les objectifs de développement durable¹». Cela répond aux besoins pressants de la région de développer des institutions, des cadres juridiques, des politiques et des pratiques plus efficaces pour favoriser la stabilité économique, une croissance économique durable et inclusive et un recul de la pauvreté. La forte croissance observée dans la région au cours des dix dernières années tient en partie à l'amélioration de la gestion macroéconomique survenue dans beaucoup de pays, qui devrait jouer un rôle encore plus important à l'avenir si le continent africain veut continuer à enregistrer des résultats économiques solides dans un contexte mondial plus difficile. Il est indispensable de renforcer l'aptitude des gouvernements à mettre en œuvre leurs politiques pour maintenir de bonnes performances économiques, promouvoir la diversification et les mutations structurelles, attirer encore plus d'investissement direct étranger et saisir les opportunités liées à la transition démographique, à la richesse en ressources naturelles et à la montée des classes moyennes observées dans la région.

L'IFA coopère étroitement avec d'autres institutions en Afrique, comme les cinq centres régionaux d'assistance technique du FMI en Afrique (AFRITAC), et est supervisé par un Comité d'orientation (CO) composé des présidents des cinq AFRITAC, de représentants des partenaires extérieurs de l'IFA et de représentants des services du FMI. Ce Comité d'orientation fixe les orientations stratégiques des activités de l'IFA et contribue à définir les politiques et priorités opérationnelles notamment en approuvant le programme de plan de travail indicatif annuel. Les représentants des organisations partenaires, notamment les autres prestataires de formations et d'assistance technique (AT) en Afrique, sont invités à assister aux réunions du Comité d'orientation en qualité d'observateurs.

Le FMI dispense, par l'intermédiaire de l'IFA, un vaste ensemble de cours dans ses principaux domaines d'expertise qui vont aux politiques budgétaires, monétaires et de change à la surveillance

¹ Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, paragraphe 115.

du secteur financier et l'établissement des statistiques des comptes nationaux. Le programme de formation est actualisé et révisé fréquemment pour répondre aux besoins de la région. Par exemple, depuis 2013, l'offre de formation de l'IFA a été portée de 5 à 12 cours pour couvrir l'intégration économique régionale et la gestion des ressources naturelles. Les cours sont d'une durée moyenne de 80 heures et ils incluent à la fois des exposés théoriques, des exercices pratiques et des études de cas reposant sur les réalités macroéconomiques des pays africains. Les fonctionnaires de tous les pays d'Afrique subsaharienne et des organisations régionales qui y sont implantées peuvent bénéficier d'une formation à l'Institut. Au cours des exercices budgétaires clos en avril 2015 et 2016, l'IFA a formé respectivement 330 et 386 participants, venus de 36 pays d'Afrique subsaharienne. Pour étendre sa portée à l'ensemble du continent, il augmente le nombre de cours offerts en français ou avec une interprétation simultanée en français, ce qui se traduit par un accroissement régulier du pourcentage de participants originaires de pays francophones, qui est passé de 1 pour cent en 2013, à 10 pour cent en 2014 et 22 pour cent en 2015.

Activités durant les exercices budgétaires 2015 et 2016²

Au cours de l'exercice budgétaire 2015, les cours et activités personnalisés dispensés par l'IFA à l'intention des centres AFRITAC ont porté sur les aspects de formation jugés prioritaires par le FMI pour le développement des capacités en AfSS dans les domaines de la gestion des recettes issues des ressources naturelles, des cadres et des opérations de politique monétaire, de la gestion des finances publiques (en particulier des cadres budgétaires à moyen terme), du contrôle du secteur financier, et de la croissance partagée (encadré 1). L'IFA a également placé de plus en plus l'accent sur le développement des synergies entre les formations et l'assistance technique, ainsi que sur les possibilités d'apprentissage par les pairs pour les hauts responsables.

Encadré 1. Priorités du développement des capacités en Afrique subsaharienne et formations offertes par l'IFA durant l'exercice 2015

² L'exercice budgétaire 2015 couvre la période comprise entre le 1^{er} mai 2014 et le 30 avril 2015, et l'exercice budgétaire 2016 couvre la période comprise entre le 1^{er} mai 2015 et le 30 avril 2016.

Priorités du FMI pour le développement des capacités en AfSS	Contributions de l'IFA pendant l'exercice 2015
Cadre de politique monétaire. De plus en plus de pays d'AfSS cherchent à moderniser leur cadre de politique monétaire pour renforcer le rôle des cibles d'inflation. Les départements MCM, des études (RES) du FMI ainsi que l'IDC ont intensifié leurs prestations de développement des capacités dans ce domaine pour répondre à cette demande croissante.	PMPC (2 cours), APM (1 cours), un séminaire de haut niveau sur le passage à un régime prospectif de politique monétaire, ainsi que des formations à la carte pour la Banque de Maurice, le Conseil d'administration de la Banque de Tanzanie, et la Banque centrale d'Afrique du Sud (SARB).
Gestion des finances publiques (GFP). La demande globale d'assistance technique en matière de GFP devrait rester élevée. On s'attend à ce que les résultats des réformes de GFP fassent l'objet d'une attention croissante à la lumière des récentes preuves d'abus financiers. Les demandes d'assistance technique dans le domaine des cadres budgétaires à moyen terme (CBMT) devraient elles aussi continuer d'augmenter.	GMPB et les éléments de PEI, VPE, CI, IF, ainsi que les formations à la carte pour la Tanzanie et la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), ont toutes d'importants éléments de CBMT.
Secteur financier. Les innovations et la complexité croissante du secteur financier, ainsi que la présence grandissante de groupes bancaires panafricains, sont en train de transformer l'ampleur et la portée de l'assistance technique recherchée par les pays en matière de cadres réglementaires et de dispositifs de contrôle. La demande de cours et d'ateliers de formation est elle aussi en hausse rapide.	FCB— mis à jour (2 cours), ESF (2 cours), AMF, GMSF, et formations à la carte pour AFRITAC Sud, Est et Centre.
Gestion des recettes issues des ressources naturelles. Le nombre de pays, en croissance constante, qui obtiennent ou comptent obtenir des recettes non négligeables des ressources naturelles épuisables, est un des principaux facteurs à l'origine du doublement des prestations d'assistance technique dans le domaine budgétaire depuis l'exercice 2010.	GPR et formation à la carte pour la CAE.
Intégration régionale. L'assistance technique et la formation en matière d'intégration régionale a pour composante essentielle le soutien aux services des institutions régionales qui ont signé le Protocole d'accord sur le développement des capacités avec le FMI. Le Conseil d'administration du FMI a accordé à un plus grand nombre d'institutions régionales le statut d'admissibilité à l'assistance technique et aux formations du FMI, ce qui vient compléter une offre croissante de prestations d'assistance technique et de formation sur les problématiques régionales à l'intention des responsables nationaux.	PEI, formation à la carte pour AFRITAC Sud (conjointement avec la Communauté de développement d'Afrique Australe (SADC)) sur la résolution des problèmes transfrontaliers, et éléments de FCB (sur les collèges prudentiels et la coopération transfrontalière).
Croissance inclusive. Après le succès des premiers cours de formation sur les politiques visant à un meilleur partage des bienfaits de la croissance, et en particulier sur les problématiques du marché du travail, il est prévu d'étoffer davantage ces formations pour répondre à la forte demande des pays.	CI (en particulier les problématiques du marché du travail) et IF.
Formation des hauts responsables. Les autorités nationales sont davantage à la recherche de cours adaptés aux besoins des hauts responsables qu'à ceux des experts techniques.	Un séminaire de haut niveau sur le passage à un régime prospectif de politique monétaire et formations à la carte à l'intention des membres du Conseil d'administration de la Banque de Tanzanie.

L'IFA a atteint tous les objectifs fixés pour l'exercice budgétaire 2015 en termes de cours dispensés : sur les 10 cours prévus (soit 18 semaines de formation), l'IFA a dispensé 8 cours de deux semaines, 1 cours d'une semaine, et 1 séminaire spécialisé de trois jours sur les cadres prospectifs de politique

monétaire destiné aux hauts responsables des banques centrales (tableau 1). Le niveau de participation a atteint 335 personnes, dont 37 pour cent de femmes (tableau 2). La ventilation des cours par thème et par langue (3 cours bilingues) correspond à la nouvelle matrice révisée de gestion axée sur les résultats (GAR). L'objectif de former 300 participants durant l'exercice budgétaire 2015 a également été atteint.

La note globale moyenne attribuée par les participants à l'utilité et à la pertinence des cours dispensés a été dans les deux cas de 4,6 (sur 5), avec une grande majorité des participants (plus de 90 pour cent) donnant une note égale ou supérieure à 4 au regard de ces deux indicateurs, soit au-dessus des valeurs cibles (80 pour cent). De même, l'amélioration des connaissances, mesurée par des questionnaires ou des auto-évaluations, a elle aussi dépassé, en moyenne, l'objectif visé de 15 pour cent.

Outre les cours, l'IFA a institué une série de conférences présidentielles destinées aux hauts responsables. M. Jose De Gregorio, Professeur à l'Université du Chili et chercheur non résident à l'Institut Peterson d'économie internationale, a donné la première de ces conférences le 3 mars 2015, sur le thème des défis de politique économique auxquels sont confrontées les économies de marché émergentes et pré-émergentes en raison de la volatilité des flux de capitaux, de la baisse des coûts des produits de base, de l'abandon asynchrone de politiques monétaires non conventionnelles, et des évolutions en cours des normes de réglementation et de contrôle. Cette conférence a fait suite à la conférence de haut niveau sur les flux de capitaux vers les pays pré-émergents, organisée en collaboration avec le Département des études du FMI le 2 mars 2015 (voir page 12 pour de plus amples détails).

Les innovations apportées à la façon dont sont dispensés les cours ont donné de bons résultats. Un certain nombre de cours ont en effet été précédés de formations Excel, ce qui a permis de consacrer davantage de temps durant les ateliers à la conduite d'analyses et à l'acquisition d'autres outils. Le travail en petits groupes de discussion (*buzz groups*) et en forums plus vastes de débat (*fish bowl*) a permis une participation plus dynamique de chacun et a été très apprécié par les participants. Certains cours, particulièrement ciblés sur les bénéficiaires de l'assistance technique correspondante, ont permis aux participants un apprentissage plus rapide et à l'assistance technique d'avoir un impact plus fort.

Pour l'exercice 2016 et le moyen terme, le FMI a axé ses priorités en matière de développement des capacités en AfSS sur les pays qui réalisent des réformes fondamentales et ceux qui approfondissent leur intégration régionale, en particulier les États fragiles et les pays pré-émergents. L'accent a été maintenu sur les cadres budgétaires à moyen terme, les outils analytiques de politique monétaire et les problématiques du secteur financier. D'autres domaines du renforcement des capacités, comme la gestion et la viabilité de la dette et la mobilisation des recettes, notamment dans les pays riches en ressources naturelles, ont été ajoutés à la liste des priorités. Ce regain d'attention pour la gestion de la dette s'est expliqué par l'augmentation des emprunts effectués sur les marchés internationaux de capitaux et l'adoption de politiques plus souples en termes de limites d'endettement extérieur dans les programmes appuyés par le FMI. La baisse et l'instabilité des coûts des produits de base

observées dernièrement ont souligné l'importance d'une intensification des efforts de renforcement des capacités axés sur la mobilisation des ressources intérieures.

Le programme de formation de l'IFA pour l'exercice 2016 a été aligné avec les priorités du FMI mentionnées ci-dessus en matière de développement des capacités (l'encadré 2 présente un tableau de correspondance entre les deux). En accord avec ce qui constitue son avantage concurrentiel, l'IFA a continué de privilégier les aspects macroéconomiques des priorités du développement des capacités. De ce fait, un certain nombre de domaines prioritaires pour l'AfSS, comme l'administration fiscale et des thèmes spécialisés de la GFP (contrôle interne, par exemple) ont été couverts de manière plus approfondie par les AFRITAC. Le programme de formation de l'IFA a été coordonné avec les autres formations offertes par le FMI en AfSS. Conformément à son document de programme, l'IFA a continué de privilégier les formations très demandées par l'ensemble de la région et dans les cours spécialisés.

L'IFA a atteint les objectifs fixés pour l'exercice 2016 en termes de cours avec 12 cours dispensés (tableau 1). Ces cours ont bénéficié à 386 personnes au total dont 36 pour cent de femmes (tableau 2). La ventilation des cours par thème et par langue (quatre cours ont été bilingues) correspondait à la matrice révisée de gestion axée sur les résultats³. L'objectif fixé dans cette matrice de gestion axée sur les résultats de former 330 personnes pendant l'exercice 2016 a été dépassé, grâce à un financement supplémentaire qui a contribué à dispenser 12 cours au lieu des 11 prévus dans la matrice (au moment de la réunion du Comité d'orientation de mars 2015), de même que la capacité de former un plus grand nombre de personnes que la moyenne escompté de 30 participants par cours.

Les indicateurs à court terme des niveaux atteints ont eux aussi été réalisés. La note globale moyenne attribuée par les participants à l'utilité et à la pertinence des cours dispensés a été dans les deux cas de 4,7 (sur 5), soit une amélioration générale par rapport aux notes accordées par les participants au cours de l'exercice 2015. La grande majorité des participants (plus de 90 pour cent) a donné une note égale ou supérieure à 4 au regard de ces deux indicateurs, soit nettement au-dessus des valeurs cibles (80 pour cent). De même, l'amélioration des connaissances, mesurée par des questionnaires ou des auto-évaluations, a atteint, en moyenne, l'objectif visé de 15 pour cent.

Outre les cours, et conformément à l'approbation donnée par le Comité d'orientation en mars 2015, l'IFA a organisé un séminaire de haut niveau les 8 et 9 mars 2016, intitulé «L'avenir de l'intégration monétaire en Afrique», avec notamment la participation de la directrice générale adjointe du FMI, Carla Grasso, un certain nombre de hauts fonctionnaires et représentants des banques centrales d'AfSS ainsi que d'éminents universitaires. La deuxième conférence présidentielle annuelle de l'IFA a

³ D'autres cours ont été dispensés en français uniquement au siège du FMI et dans le cadre du Partenariat multilatéral pour l'Afrique établi par le FMI et la Banque africaine de développement.

été donnée par Monsieur Carlos Lopes, secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l’Afrique.

Encadré 2. Priorités du développement des capacités en Afrique subsaharienne et formations offertes par l’IFA pendant l’exercice 2016

<i>Priorités du FMI pour le développement des capacités en AfSS</i>	<i>Contributions de l’IFA pendant l’exercice 2016</i>
Cadres de politique monétaire en mettant l’accent sur les outils analytiques.	APM, PM, PEI et formations à la carte pour AFRITAC Sud (Banque de Maurice et SARB), AFRITAC Est (Banque centrale d’Éthiopie), AFRITAC Centre (Banque centrale du Burundi) et AFRITAC Ouest 2 (sous-région).
Secteur financier en mettant l’accent sur les missions pluri-thématiques et les effets de contagion régionale.	FCB, FCP, ESF, GMSF, AMF et formations à la carte pour AFRITAC Ouest 1
Gestion des finances publiques incluant le contrôle financier et le CBMT.	GMPB, GPR, PEI, PM et formations à la carte pour AFRITAC Est.
Mobilisation des recettes en mettant l’accent sur les États fragiles et les pays devant faire face à une diminution des recettes liées aux ressources naturelles.	GMPB, GPR et formations à la carte pour AFRITAC Est.
Gestion de la dette à la lumière de la nouvelle politique de limitation de l’endettement.	GMPB, GPR, PEI et formations à la carte pour AFRITAC Est.
Données en mettant l’accent sur la balance des paiements, le compte budgétaire et la comptabilité nationale.	PPF) et cours STA sur les statistiques des comptes nationaux.

D’autres innovations apportées à la façon dont les cours sont dispensés ont contribué à donner de bons résultats. Plusieurs cours ont été précédés de l’affichage de modules en ligne sur la plateforme Moodle, ce qui a permis de consacrer d’avantage de temps à l’analyse et la maîtrise d’autres outils pendant les ateliers. Les participants ont apprécié l’inclusion dans les cours de petits groupes de discussion et de groupes de travail en ligne, ce qui a favorisé une participation plus dynamique de leur part. En outre, le cours sur la programmation et les politiques financières à l’intention des pays à faible revenu a été précédé d’une version en ligne qui devrait en améliorer l’impact.

Tableau 1. IFA : cours dispensés durant les exercices 2015 et 2016

Cours	Dates	Langue ¹	Nombre de participants	dont : pourcentage de femmes	Utilité du cours ²	Pertinence du cours ²	Amélioration des connaissances (en pourcentage) ³
-------	-------	---------------------	------------------------	------------------------------------	----------------------------------	-------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------

AT14.03 Éléments fondamentaux du contrôle bancaire (FCB)	9-20 juin, '14	A	36	42	4,7	4,7	-
AT14.10 Passage à un cadre prospectif de politique monétaire	23-25 juin, '14	A/IF	30	40	-	-	-
AT14.04 Gestion macroéconomique et gestion des ressources naturelles (GPR)	11-22 août, '14	A	28	39	4,6	4,7	12
AT14.05 Politiques économiques pour la stabilité financière (ESF)	25 août - 5 sept, '14	A	28	25	4,5	4,5	De 2,4 à 4
AT14.06 Inclusion financière (IF)	8-12 sept, '14	A	31	39	4,5	4,5	-
AT14. 07 Croissance inclusive (CI)	15-26 sept, '14	A	29	62	4,4	4,6	22
AT14.09 Éléments fondamentaux du contrôle bancaire (FCB)	20-31 oct, '14	A/ IF	25	40	4,7	4,6	18
AT15.01 Gestion macroéconomique et politiques budgétaires (GMPB)	9-20 févr, '15	A/ IF	32	19	4,7	4,7	22
AT15.02 Politique monétaire et politique de change (PMPC)	16-27 mars, '15	A	31	39	4,4	4,3	26
AT15.03 Programmation et politiques financières (PPF)	20 avr-1 mai, '15	A	30	40	4,6	4,6	8
AT15.04 Éléments fondamentaux du contrôle prudentiel (FCP)	11-23 juin, '15	A/ IF	37	49	4,7	4,8	12
AT15.05 Prévision macroéconomique (PM)	29 juin-10 juil, '15	A	34	38	4,7	4,7	22
AT15.06 Politiques économiques pour la stabilité financière (ESF)	27 juil-7 août, '15	A/ IF	29	28	4,7	4,7	De 2,4 à 3 ⁴
AT15.07 Gestion macroéconomique et problématiques du secteur financier (GMSF)	10-21 août, '15	A	34	38	4,8	4,7	22
AT15.08 Problématique économique de l'intégration régionale (PEI)	19-30 oct, '15	A	33	39	4,7	4,7	28
AT15.09 Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles (GPR)	9-20 nov, '15	A	30	40	4,8	4,8	15
AT15.10 Éléments fondamentaux du contrôle bancaire (FCB)	1-11 déc, '2015	A	38	34	4,6	4,8	-
OT16.15 Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles (GPR)	8-19 févr, '16	A	27	44	4,6	4,6	5
AT16.02 Analyse de la politique monétaire (APM)	14-25 mars, '16	A	30	23	4,5	4,6	7
AT16.01 Gestion macroéconomique et politique budgétaire (GMPB)	28 mars-8 avr, '16	A/ IF	30	33	4,8	4,7	10
AT16.04 Statistiques des comptes nationaux (SCN)	11-22 avr, '16	A	34	35	4,7	4,9	-
AT16.05 Analyse des marchés financiers (AMF)	25 avr-6 mai, '16	A/ IF	30	27	4,5	4,6	14

¹ «A» pour anglais, «F» pour français, «IF» pour interprétation simultanée en français.

² Évaluation par les participants sur une échelle de 0 à 5.

³ Amélioration (en pourcentage) de la note moyenne obtenue pour un questionnaire comportant 20 questions, soumis avant et après le cours. La note moyenne est comprise entre 0 et 10 et une amélioration de 15 pour cent signifie, par exemple, que la note moyenne est passée de 6 à 6,9.

⁴ Notation de la compréhension de sujets sélectionnés, avant et après le cours, sur une échelle de 0 à 5.

Tableau 2. IFA – Cours dispensés durant les exercices budgétaires 2015 et 2016 : participants par pays et par genre

	Exercice 2015	Exercice 2016
--	---------------	---------------

Pays	Nombre de participants	Dont : pourcentage de femmes	Nombre de participants	Dont : pourcentage de femmes
Afrique du Sud	12	58	16	81
Angola	3	67	12	17
Bénin	1	-	5	-
Botswana	15	67	16	56
Burkina Faso	2	-	4	25
Burundi	7	14	8	25
Cameroun	13	31	22	23
Cap Vert	2	50	3	33
Comores	1	-	0	-
Congo, Rép.démoc.du	4	25	9	11
Côte d'Ivoire	5	20	8	13
Djibouti	0	-	1	-
Érythrée	2	0	3	-
Éthiopie	10	10	14	-
Gabon	1	-	4	50
Gambie	24	33	19	32
Ghana	16	50	28	39
Kenya	13	54	12	50
Lesotho	5	60	7	29
Madagascar	12	50	6	50
Malawi	15	27	21	48
Mali	0	-	2	-
Maurice	12	50	16	50
Mozambique	9	33	10	80
Namibie	9	44	8	38
Niger	1	-	2	-
Nigéria	22	23	16	38
Ouganda	29	41	30	30
Rwanda	1	-	2	-
Sénégal	3	-	6	17
Seychelles	16	50	13	85
Sierra Leone	4	25	0	-
Soudan du Sud	13	23	13	23
Swaziland	3	33	6	67
Tanzanie	21	29	9	67
Tchad	1	-	2	-
Togo	0	0	6	-
Zambie	6	33	7	29
Zimbabwe	22	36	19	16
Total	335	37	385	36

Source : services de l'IFA

L'aménagement du programme des cours a été un autre facteur de succès. En étroite collaboration avec les services de l'Institut du FMI pour le développement des capacités (IDC) au siège du Fonds monétaire, les services de l'IFA ont passé beaucoup de temps à élargir davantage et adapter le contenu des cours aux publics venant d'AfSS. Par exemple, les cours sur les éléments fondamentaux du contrôle bancaire (FCB), la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources

naturelles (GPR) et le politique monétaire et politique de change (PMPC) ont été considérablement modifiés.

Formation à la carte en collaboration avec les AFRITAC et d'autres partenaires

Le fait que l'IFA et l'AFRITAC Sud partagent les mêmes locaux et la même direction générale a permis à l'IFA de travailler en étroite collaboration avec l'ensemble des cinq AFRITAC et d'assurer des synergies entre la formation et l'assistance technique comme l'envisageait le document de programme de l'IFA. Malgré le financement limité dont il dispose par rapport à d'autres Centres régionaux de formation, l'IFA est sensiblement plus impliqué dans l'appui aux programmes d'assistance technique. Toutes les formations à la carte dispensées par l'IFA sont soigneusement intégrées dans les programmes de développement des capacités des AFRITAC et permettent d'en atteindre les objectifs.

Au cours de l'exercice 2015, en plus d'avoir dispensé 10 de ses propres cours, les services de l'IFA ont dispensé 10 formations à la carte aux AFRITAC et organisé une conférence de haut niveau conjointement avec le Département RES (tableau 3). Ils ont aussi organisé et animé une conférence d'apprentissage par les pairs en collaboration avec les AFRITAC Est, Sud, et Ouest 2 et les Départements RES et MCM du FMI. Au cours de l'exercice 2016, outre ses 12 cours et le séminaire de haut niveau sur l'avenir de l'intégration monétaire en Afrique, l'IFA a dispensé 9 formations à la carte aux AFRITAC.

L'assistance en termes de formation aux AFRITAC est composée de cours de formation aux pays individuellement et aux groupes de pays d'une sous-région. Les formations à la carte dispensées individuellement aux pays ont été axées sur les pays dont les secteurs financiers ont une importance systémique au niveau de la région (Maurice et Afrique du Sud) et sur les pays dont les dirigeants ont fait une demande de formation (Tanzanie). Les formations aux groupes sous-régionaux sont axées sur les problématiques de contrôle du secteur financier (AFRITAC Centre, Est, et Sud), gestion des ressources naturelles (AFRITAC Est), modélisation et prévision de l'inflation (AFRITAC Est, Sud, et Ouest 2) et défis macroéconomiques et structurels des petits états à revenu intermédiaire (AFRITAC Sud et Ouest 2). Trois des formations sous-régionales ont concerné plus de deux AFRITAC et impliqué une étroite collaboration avec des partenaires extérieurs (Ministère britannique pour le développement international—DFID, l'UE, le Centre régional d'excellence multidisciplinaire (CREM), et le gouvernement d'Angola).

Tableau 3. IFA – Cours à la carte offerts aux AFRITAC et dispensés en collaboration avec d'autres partenaires, exercices 2015 et 2016

Mission de formation de l'IFA	AFRITAC bénéficiaire	Pays/Région/Institution	Dates
Modernisation du cadre de politique monétaire	Sud	Maurice/Banque de Maurice	En cours
Modélisation macroéconomique	Sud	Afrique du Sud/SARB	28 juil-1 août, '14

Résolution des problèmes des banques en difficultés	Est	Tanzanie/Banque de Tanzanie	2 sept, '14
Contrôle fondé sur les risques dans le cadre de Bâle II et Bâle III	Sud	SADC/SARB Academy	3-7 nov, '14
Modélisation macroéconomique	Sud	Afrique du Sud/SARB	3-5 déc, '14
Cours IFA/AFS/Afritac Ouest 2/CREM/UE à l'intention de 7 petits états d'AfSS	Sud/Ouest 2	Région/Ministères	18-21 nov, '14
Contrôle et réglementation bancaires et résolution des problèmes des banques en difficultés	Est	Région/Banques centrales	8-12 déc, '14
Gestion macroéconomique et gestion des ressources naturelles	Est	Communauté de l'Afrique de l'Est et L'Est/Ministères des finances	23-27 févr, '15
Conférence de haut niveau RES/DFID/IFA sur les flux de capitaux	Sud/Est/ Centre/Ouest2	Région/Banques centrales et Ministères	2 mars, '15
Conférence IFA/RES/DFID/AFS/AFE/Afritac Ouest 2 d'apprentissage par les pairs sur les cadres de prévision pour une politique monétaire prospective	Sud/Est/Ouest 2	Région/Banques centrales	9-13 mars, '15
Contrôle et réglementation bancaires, et résolution des problèmes des banques en difficultés	Centre	Banque centrale des États d'Afrique centrale (BEAC)	30 mars-3 avr, '15
Prévision d'inflation	Sud	Seychelles/Banque centrale des Seychelles	20-24 juil, '15
Modélisation macroéconomique	Sud	Afrique du Sud/SARB	27-31 juil, '15
Prévision d'inflation	Sud	Seychelles/Banque centrale des Seychelles	5-9 oct, '15
Prévision macroéconomique	Est	Région/Ministères des finances	12-16 oct, '15
Politique monétaire dans le cadre du ciblage monétaire	Est	Éthiopie/Banque nationale d'Éthiopie	23-27 nov, '15
Modélisation macroéconomique	Sud	Afrique du Sud/SARB	30 nov-3 déc, '15
Prévision d'inflation	Sud	Madagascar/Banque centrale de Madagascar	7-18 déc, '15
Prévision d'inflation	Sud	Seychelles/Banque centrale des Seychelles	22-26 févr, '16
Gestion budgétaire de la richesse en ressources naturelles, des envois de fonds et des apports d'aide pour les pays lusophones	Sud, Ouest, Ouest2	Région/Ministères	22-26 mars, '16

Source : services de l'IFA.

Des synergies entre l'IFA et les AFRITAC ont également été réalisées à d'autres égards. Les conseillers de l'IFA et des AFRITAC ont travaillé conjointement à la planification et l'organisation des cycles de formation ainsi qu'à la sélection des participants pour certains cours de l'IFA. Des membres du personnel de l'IFA ont donné plusieurs conférences dans le cadre d'ateliers et de séminaires organisés en collaboration avec les AFRITAC dans les locaux de l'IFA. Selon le principe de réciprocité appliqué à toutes les activités conjointes, l'IFA ne facture pas aux AFRITAC le temps passé par ses conférenciers et les AFRITAC ne facturent pas à l'IFA le temps passé par leurs conseillers résidents. Un exemple d'approche novatrice qui associe pleinement l'assistance technique et la formation s'est traduit par le cours/atelier que l'IFA, en collaboration avec AFRITAC Sud et avec l'appui du gouvernement angolais et AFRITAC Ouest et Ouest 2, a offert aux pays africains lusophones en Angola en mars 2016 (encadré 3).

Encadré 3. Angola : Formation/Assistance technique dispensées conjointement en portugais, mars 2016

En collaboration avec l'Institut angolais de gestion économique et financière pour l'Afrique lusophone (IGEF) et AFRITAC Sud, Ouest et Ouest 2, l'IFA a proposé un cours, suivi d'un atelier pratique, sur la gestion budgétaire de la richesse en ressources naturelles, des envois de fonds et des apports d'aide. Un spécialiste d'AFRITAC Est était aussi présent en tant que personne-ressource.

Ce cours a conjugué des exposés théoriques, des études de cas et des diagnostics-pays ainsi qu'un exercice de simulation visant à étudier : (i) la viabilité budgétaire et la dynamique de la dette, (ii) les défis institutionnels liés à l'établissement des prévisions et des budgets, et (iii) les mesures pratiques à prendre pour analyser et présenter différents scénarios reposant sur divers niveaux de risque.

Pendant la partie plus conceptuelle de la première semaine, plusieurs principes et cadres de la gestion budgétaire ont été présentés et examinés parallèlement à une analyse de l'expérience récente de pays pertinents. L'atelier pratique de la deuxième semaine a été axé sur le renforcement des capacités relatives à l'établissement des prévisions budgétaires et à l'élaboration des budgets, ainsi qu'à la gestion des risques budgétaires. Ce cours a également visé à aider l'IGEF à atteindre ses objectifs plus généraux de développement des capacités régionales en « formant les formateurs ».

Collaboration avec les partenaires de la formation

Outre les activités décrites ci-dessus pilotées par l'IFA, l'Institut a mis ses locaux de formation à la disposition des AFRITAC pour 26 cours et séminaires (tableau 4). L'IFA a également organisé un cours conjointement avec l'Institut de gestion macroéconomique et financière pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (MEFMI) dans ses locaux.

L'utilisation des locaux de l'IFA par des partenaires implique toujours de faire appel, même dans une moindre mesure, aux ressources de l'IFA. Les services administratifs de l'IFA apportent leur soutien en matière d'organisation et contribuent à la gestion quotidienne des locaux de formation, et les économistes de l'IFA sont souvent invités à donner des conférences sur des thèmes en rapport à la macroéconomiques.

Tableau 4. Utilisation des locaux de formation de l'IFA par ses partenaires, exercices 2015 et 2016

Cours	Partenaire	Dates	Langue ¹	Nombre de participants	Dont : pourcentage de femmes
Modélisation et analyse macro-budgétaires (MAMB)	AFS	30 juin-11 juil, '14	A	31	35

Réglementation et contrôle des établissements de micro-finance, des banques à succursales et des fournisseurs de services financiers mobiles	AFS	25-29 août, '14	A/IF/P	31	45
Amélioration de la gestion du civisme fiscal	AFS	13-17 oct, '14	A/ IF /P	31	42
Comptes nationaux trimestriels et indicateurs à haute fréquence similaires	AFS	17-21 nov, '14	A/ IF /P	36	39
Élaboration de cadres juridiques pour la fiscalité des industries extractives	AFS	24-28 nov, '15	A/ IF /P	29	52
Indice des prix à la production	AFS	24-27 févr, '15	A/ IF /P	37	32
Amélioration du PIB annuel – tableaux des ressources et des emplois	AFS	16-20 mars, '15	A/ IF /P	37	46
Diagnostics macroéconomiques	AFS	23 mars-1 avr, '15	A	32	38
Cadres pour la gestion des risques budgétaires	AFS	27-30 avr, '15	A	24	54
Droit bancaire dans la région couverte par la SADC	AFC/AFE/ AFS	29 juin–3 juil, '15	A/ IF /P	37	43
GFP pour les analystes nouvellement recrutés	MOFED	11–12 août, '15	A	38	61
Renforcement des cadres budgétaires et des systèmes GFP pour la gestion des ressources naturelles	AFS/FAD	21–25 sept, '15	A/ IF /P	38	50
Séminaire interrégional sur l'intégration douanière pour la lutte contre la fraude	AFC/AFS	28 sept– 2 oct, '15	F	30	40
Amélioration de la discipline fiscale pour les impôts indirects (taxes environnementales, taxes carbone, accise, TVA, fraude à l'exportation)	AFS/FAD	5–9 oct, '15	A/ IF /P	28	46
Formation des superviseurs de la Banque de Maurice	AFS	5–15 oct, '15	A	38	66
Vulnérabilités et politiques extérieures	IDC/ MEFMI	9–20 nov, '15	A	25	36
Amélioration de l'information financière dans les pays en développement avec l'application des normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS)	AFS/FAD	30 nov–4 déc, '15	A/ IF	28	57
Indicateurs à haute fréquence	AFS	7–11 déc, '15	A/ IF /P	37	54
Établissement du PIB trimestriel	AFS/STA	14–18 déc, '15	A/ IF /P	23	43
Diagnostics macroéconomiques	AFS/IDC	25 janv– 5 févr, '16	A	31	45
Discipline fiscale pour les impôts indirects et gestion coordonnée des frontières	AFS	15 – 19 févr, '16	A/ IF	33	36
Supervision axée sur les risques et le pilier II de Bâle II	AFS	22 – 26 févr, '16	A/ IF	34	56
Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	AFC/AFS/ IDC	29 févr– 4 mars, '16	F	24	38
Réformes budgétaires et de la gestion des finances publiques	AFS/MOFED	8-9 mars, '16	A	25	52
Indices des prix à l'exportation et à l'importation	AFS	21 – 25 mars, '16	A/ IF	27	48
Analyse de viabilité de la dette	AFS	18 – 22 avr, '16	F	21	43

Source : services de l'AFRITAC Sud.

¹ «A» pour anglais, «F» pour français, « IF » pour interprétation simultanée en français : « P » pour interprétation simultanée en portugais

Sensibilisation

Les récentes actions de sensibilisation ont principalement visé à faire connaître l'IFA aux bailleurs de fonds, partenaires de formation et participants éventuels, et à renforcer la visibilité des activités de l'IFA et de ses partenaires donateurs. Ces actions de sensibilisation se traduisent par des visites

auprès des principales parties prenantes, par des communiqués de presse et des interviews avec les médias, par la diffusion du Rapport annuel de l'IFA, l'activité de son site internet et de son compte Twitter, par l'organisation d'évènements de haut niveau et de formations conjointes avec les AFRITAC.

Les Seychelles et le Togo ont été respectivement le deuxième et le troisième pays membre de l'IFA à apporter une contribution à l'Institut, en sus de Maurice qui en est le plus grand bailleur de fonds. L'appui financier des pays membres est particulièrement important car il prouve leur implication dans cette initiative importante, signifie qu'ils reconnaissent l'utilité des formations de l'IFA, et peut représenter une source de financement durable non négligeable.

Les services du FMI et de l'IFA ont continué d'effectuer des démarches auprès de donateurs potentiels. Les efforts de sensibilisation se sont poursuivis durant le dernier cycle de réunions des Comités d'orientation des AFRITAC (printemps 2016), où sont représentés à la fois les pays membres et les donateurs potentiels. Afin de susciter de nouveaux dons, l'IFA continue d'encourager les agents des organismes donateurs à suivre ses cours pour se familiariser avec son programme de formation et leur permettre d'évaluer ainsi son utilité et son impact.

L'IFA entend intensifier sa coopération avec les partenaires de la formation pour organiser davantage de formations conjointes. Les services du siège du FMI ont maintenu le dialogue avec la Banque africaine de développement, le centre de formation de la Banque centrale de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et l'Institut ouest-africain de gestion financière et économique (WAIFEM). Toutes ces actions devraient aboutir à une offre de cours conjoints avec l'IFA et à une coordination plus étroite des formations dispensées au niveau régional.

L'IFA fait connaître ses installations aux organismes de formation nationaux et régionaux qui pourraient éventuellement souhaiter utiliser ses locaux pour dispenser des formations sur les questions économiques, structurelles et de gouvernance. Ce type de coopération favorisera le développement des capacités au niveau régional et renforcera la visibilité de l'IFA.

Pour compléter les efforts actuels de communication et de sensibilisation en matière de développement des capacités, le FMI a lancé deux comptes sur les réseaux sociaux

[Facebook :https://www.facebook.com/IMFcapacityDevelopment/](https://www.facebook.com/IMFcapacityDevelopment/) et

[Twitter:https://twitter.com/IMFCapDev/](https://twitter.com/IMFCapDev/).

Ces forums permettent aux pays membres, au FMI, et aux partenaires techniques et financiers des centres régionaux de formation, de faire part de leurs réalisations conjointes en décrivant les travaux qu'ils font en collaboration : ils permettent ainsi de donner une plus grande visibilité aux contributions apportées par les partenaires et de mieux faire connaître le travail de développement des capacités du FMI.

Stratégie de développement des activités de formation

D'après son document de programme, une fois pleinement opérationnel, l'IFA devrait offrir chaque année aux AFRITAC 15 cours de deux semaines et 6 formations à la carte pendant le premier cycle couvrant les exercices 2014 à 2018. Le coût de ces activités est estimé à 27,8 millions de dollars américains.

Suite à un déficit de financement, le Comité d'orientation de l'IFA a approuvé un montant total de dépenses de 21,2 millions de dollars pour le premier cycle de financement, sur la base des fonds disponibles en juin 2014. Cette enveloppe budgétaire prévoyait pour les AFRITAC sur une base annuelle une offre de six cours de deux semaines et de trois formations à la carte, pendant l'exercice 2014, et de neuf cours de deux semaines (18 semaines de formation) et six formations à la carte pendant les exercices 2015 à 2018.

De nouveaux engagements de contributions d'un montant de 1,4 million de dollars se sont concrétisés depuis juin 2014 portant à 22,6 millions de dollars le total des fonds disponibles. En tenant compte de ces nouvelles annonces de contributions, le Comité d'orientation de l'IFA a approuvé une stratégie de développement des activités de formation en mars 2015.

La nouvelle tranche de 1,4 million de dollars a permis i) d'ajouter deux cours de deux semaines et un cours d'une semaine par an durant les exercices 2016 et 2017 et un cours de deux semaines pendant l'exercice 2018, et ii) de financer la participation de l'IFA à une session de haut niveau d'apprentissage par les pairs (33.000 dollars américains) qui sera organisée chaque année en coopération avec d'autres organismes pendant les exercices 2016 à 2018. Il a été proposé et confirmé que sur la période 2016-2017, l'IFA offrirait, chaque année, un cours supplémentaire tiré du programme de cours de l'IDC, un cours du département MCM sur les éléments fondamentaux du contrôle bancaire et un cours du département STA sur la comptabilité nationale, destiné aux économistes (idéalement consécutif au cours sur la programmation financière pour les pays à faible revenu). Pendant l'exercice 2018, l'IFA continuera de financer un cours du Département MCM sur les éléments fondamentaux de la supervision bancaire⁴. Toutes ces propositions ont été consignées dans le cadre logique révisé de la gestion axée sur les résultats (voir le rapport de l'exercice budgétaire 2016 au Comité d'orientation).

Aucun nouveau financement n'ayant été obtenu depuis lors, il n'est pas nécessaire de modifier à l'heure actuelle la stratégie approuvée. À mesure que de nouveaux financements deviendront disponibles, et en fonction des priorités actuellement fixées à moyen terme pour le développement des capacités en Afrique subsaharienne, il sera envisagé d'augmenter l'offre de formations de l'IFA, selon l'ordre de priorité suivant :

- un cours du Département MCM sur les principes et pratiques concernant la dette souveraine et la gestion des risques ;

⁴ Ce cours du Département MCM du FMI sera axé sur les aspects micro-prudentiels du contrôle bancaire.

- un cours du Département FAD sur la modernisation de la gestion de la trésorerie dans les pays en développement ;
- un cours du Département FAD sur l'administration fiscale ;
- un cours du Département LEG sur les cadres juridiques des banques centrales et des secteurs financiers, et
- un cours du Département FAD sur les cadres budgétaires à moyen terme.

L'ordre dans lequel sera réalisé ce développement de la formation est déterminé par les priorités fixées à moyen terme pour le renforcement des capacités en AfSS, et il sera revu chaque année pour assurer sa cohérence avec l'évolution des priorités et des programmes de formation ainsi qu'avec la disponibilité du personnel dans les départements d'assistance technique et au sein de l'IDC. Dans le cadre de l'élargissement de ses activités, l'IFA entend bien augmenter le nombre de cours offerts aux pays francophones et lusophones.

Programme de l'exercice 2017

Pour l'exercice 2017, la stratégie du FMI pour le développement des capacités est orientée vers les pays procédant à des réformes fondamentales et quelques États fragiles et organisations régionales. Le renforcement des efforts portera principalement sur la mobilisation des ressources intérieures, la gestion des dépenses publiques et de la dette, la stabilité financière et la diffusion des données.

L'accent est maintenu sur la mobilisation des recettes, la gestion des dépenses publiques et de la dette, la stabilité financière et les problématiques du secteur financier. D'autres domaines du renforcement des capacités, comme l'intégration régionale, sont ajoutés à la liste des priorités alors que d'autres, comme la conduite de la politique monétaire, sont considérés comme étant devenus moins importants. L'attention qui continue d'être portée à la gestion de la dette s'explique par l'accroissement des emprunts sur les marchés internationaux de capitaux et l'adoption de nouvelles politiques plus souples à l'égard des limites d'endettement extérieur dans les programmes appuyés par le FMI. La récente baisse des coûts des produits de base justifie l'intensification des efforts pour le renforcement des capacités sur la mobilisation de recettes non liées aux ressources naturelles.

Le programme de formation proposé pour l'IFA s'aligne avec les priorités du FMI pour le renforcement des capacités en AfSS. L'encadré 4 présente un tableau de correspondance entre les priorités du FMI pour le renforcement des capacités et les formations prévues par l'IFA pour l'exercice 2017. En accord avec son avantage comparatif, l'IFA continue de mettre l'accent sur les aspects macroéconomiques des priorités du développement des capacités en AfSS. Il est évident que certains domaines prioritaires pour l'AfSS, tels que la mobilisation des recettes et des thèmes spécialisés de GFP, seront couverts de manière plus approfondie par les AFRITAC. Le programme de formation de l'IFA est coordonné avec les autres formations dispensées par le FMI en AfSS. Conformément à son document de programme, l'IFA continue de privilégier les formations qui sont fortement demandées par l'ensemble de la région, notamment un certain nombre de cours très spécialisés.

Encadré 4. Priorités fixées pour les formations dispensées par l'IFA durant l'exercice 2017

<i>Priorités du FMI pour le renforcement des capacités en AfSS</i>	<i>Contributions de l'IFA pendant l'exercice 2017</i>
Organisations régionales en mettant l'accent sur les aspects opérationnels du processus d'intégration.	PEI
Secteur financier en mettant l'accent sur les missions pluri-thématiques et les effets de contagion régionale.	FCB, ESF, AMF et formations à la carte pour AFRITAC Est
Gestion des finances publiques , notamment le contrôle financier et le CBMT.	GMPB, GPR, PEI, PM et formations à la carte pour AFRITAC Est
Mobilisation des recettes en mettant l'accent sur les États fragiles et les pays devant faire face à une diminution des recettes liées aux ressources naturelles.	GMPB et GPR
Gestion de la dette à la lumière de la nouvelle politique de la limitation de la dette	GMPB, GPR et PEI
Données en mettant l'accent sur la balance des paiements, le compte budgétaire et la comptabilité nationale.	PPF et cours STA sur les statistiques des comptes nationaux

Suite à la stratégie adoptée pour le développement de ses activités, l'IFA prévoit d'organiser 10 cours de deux semaines tirés du programme de cours de l'IDC, un cours spécialisé de deux semaines assuré par le Département MCM et un cours spécialisé d'une semaine dispensé par le Département STA (tableau 5). Cinq de ces cours feront l'objet d'une interprétation simultanée en français à l'intention d'environ 55 participants francophones au total. Dans l'ensemble, l'IFA prévoit de former 330 participants, et organisera en outre un séminaire de haut niveau et la conférence présidentielle.

Les services de l'IFA continueront de développer son programme de cours dans le cadre d'une plus vaste refonte du programme de formations externes de l'IDC. Plus précisément, ils participent à des groupes de travail sur les cours portant sur les politiques monétaires et de change, la modélisation et les prévisions macroéconomiques, la politique budgétaire et la croissance inclusive. L'IFA continuera de privilégier l'acquisition de compétences pratiques et l'apprentissage par l'expérience ainsi que les liens entre la formation et l'assistance technique régulière.

Tableau 5. IFA – Programme de cours pour l'exercice 2017

Cours	Dates	Langue	Nombre de participants
AT16.06 - Prévisions macroéconomiques (PM)	6–17 juin, '16	Anglais	30

AT16.07 - Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles (GPR)	4–15 juil, '16	Anglais	30
AT16.08 - Éléments fondamentaux du contrôle prudentiel (FCP)	18–29 juil, '16	Anglais	30
AT16.09 - Analyse des marchés financiers (AMF)	1–12 août, '16	Anglais	30
AT16.10 - Gestion macroéconomique et politique budgétaire (GMPB)	22 août–2 sept, '16	Anglais /Français	33
AT16.11 – Programmation et politiques financières (PPF)	5–16 sept, '16	Anglais /Français	33
AT16.11 – Statistiques des comptes nationaux (SCN)	19–21 sept, '16	Anglais /Français	33
AT16.12 – Problématique économique de l'intégration régionale (PEI)	3–14 oct, '16	Anglais /Français	33
AT16.13 – Politique monétaire et politique de change (PMPC)	17–28 oct, '16	Anglais	30
AT16.14 - Politiques économiques pour la stabilité financière (ESF)	7–18 nov, '16	Anglais /Français	33
AT17.01 – Analyse de la politique budgétaire (APB)	13–24 févr, '17	Anglais/Français	33
AT17.02 – Surveillance du secteur financier (SSF)	27 mars-7 avr, '17	Anglais/Français	33
AT17.03 – Programmation et politiques financières (PPF)	10-21 avr, '17	Anglais/Français	33

Source: services de l'IFA.

Collaboration avec les AFRITAC et les autres partenaires de la formation

L'IFA prévoit de poursuivre sa collaboration avec les AFRITAC pendant l'exercice 2017 dans le cadre d'activités de formation à la carte visant à soutenir les projets d'assistance technique que ceux-ci jugent prioritaires (tableau 6). L'IFA continuera d'apporter son appui pédagogique à l'élaboration d'outils analytiques pour la mise en œuvre de la politique monétaire. Les projets de formation en cours en Afrique du Sud, à Maurice et aux Seychelles seront poursuivis. L'IFA assurera, à la demande de l'AFRITAC Centre, une formation sur mesure sur la modélisation et les prévisions macroéconomiques au profit de la Banque centrale du Congo et à la demande de l'AFRITAC Est, une formation sur les prévisions macroéconomiques et l'analyse des marchés financiers pour un certain nombre de pays membres. L'AFRITAC Ouest 2 demande aussi des formations sur mesure sur les prévisions macroéconomiques pour ses pays membres.

Il est possible que d'autres activités de formation soient ajoutées dans le courant de l'année, suite aux demandes des AFRITAC. Si l'IFA reçoit de nouvelles demandes, l'IFA révisera la liste de ses activités de formation à la carte avant de la soumettre à l'approbation de son Comité d'orientation.

Tableau 6. Formations à la carte dispensées par l'IFA pour les AFRITAC et en collaboration avec d'autres partenaires, exercice 2017

Mission de formation de l'IFA	AFRITAC	Pays/ Institution Régionale
Modélisation et prévisions macroéconomiques	Centre	République du Congo/Banque centrale du Congo
Prévisions macroéconomiques	Est	Banques régionales/ centrales et Ministères
Analyse des marchés financiers	Est	Banques régionales/ centrales et Ministères
Modernisation du cadre de la politique monétaire	Sud	Maurice/Banque de Maurice
Modélisation macroéconomique	Sud	Afrique du Sud/SARB
Prévisions d'inflation	Sud	Seychelles/Banque centrale des Seychelles
Prévisions macroéconomiques	Ouest 2	Banques régionales/ centrales et Ministères

Source : services de l'IFA.

Utilisation des locaux de l'IFA par ses partenaires

Dans le cadre de la plus large mission de renforcement des institutions qui lui a été confiée, l'IFA cherche à encourager ses partenaires de la formation à utiliser ses locaux afin de mieux coordonner la formation avec l'assistance technique. Le tableau 7 récapitule les cours, séminaires et ateliers qui ont été organisés, ou doivent être organisés, dans les locaux de l'IFA par les AFRITAC et les organisations régionales comme la MEFMI. L'IFA et l'IDC poursuivront en outre leurs discussions avec la Banque africaine de développement et WAIFEM afin que certains de leurs cours soient dispensés dans les locaux de l'IFA. Ce dernier est en pourparlers avec d'autres partenaires de la formation, y compris les départements d'assistance technique du FMI, pour dispenser certains cours en collaboration avec eux.

Tableau 7. Utilisation des locaux de formation de l'IFA par ses partenaires, exercice 2017

Cours	Partenaire	Dates	Langue ¹
-------	------------	-------	---------------------

Outil d'information fiscale de l'administration des recettes	AFS	9-13 mai, '16	A/IF/P
Approches basées sur les risques pour le contrôle LBC/FT	AFS	16-20 mai, '16	A/ IF /P
Communication de la politique monétaire	AFS	23-27 mai, '16	A
Gestion des rémunérations et des effectifs de la fonction publique	AFS	20 – 24 juin, '16	A/ IF /P
Établissements financiers de l'administration centrale	AFS	15-19 août, '16	A/IF/P
Évolution du cadre de la politique monétaire dans les pays à faible revenu et les autres pays en développement	IFA	26-30 sept, '16	A/ IF /P
Croissance inclusive	MEFMI/IDC	19-30 sept, '16 (à confirmer)	A
Discipline de l'administration fiscale : fiscalité des industries extractives	-	17-21 oct, '16	A/ IF /P
Surveillance des systèmes de paiement	AFS	24-28 oct, '16	A/ IF /P
Évaluation de la gestion de l'investissement public (PIMA) / Gestion de l'aide	AFS	28 nov-2 déc, '16	A/ IF /P
Renforcement des méthodes d'établissement des comptes nationaux	AFS	5-9 déc, '16	A/ IF /P
Renforcement des processus d'élaboration budgétaire pour mieux éclairer la prise de décision budgétaire	AFS	20-24 févr, '17	A/ IF /P
Cours de l'IDC (thème à définir)	AFS	27 févr-10 mars, '17	A
Intégrité des douanes	AFS	3-7 avr, '17	A/ IF /P
Statistiques des prix	AFS	10-14 avr, '17	A/ IF
Analyse de viabilité de la dette	AFS	17-28 avr, '17	A/ IF /P

Source : services de l'AFRITAC Sud.

¹ «A» pour anglais, «IF» pour interprétation simultanée en français, «P» pour interprétation simultanée en portugais

Collecte de fonds et budget

Les engagements des donateurs et les promesses fermes de financement faites à l'IFA, y compris la participation du FMI aux coûts de démarrage, s'élèvent actuellement à 22,6 millions de dollars pour le premier cycle de financement, grâce aux contributions financières du gouvernement mauricien (17,8 millions de dollars, ce qui équivaut à près de 80 pourcent du budget des opérations courantes) et aux contributions de l'Australie, de la Chine, de la Corée, des Seychelles et du Togo (tableau 8).

Tableau 8. IFA—Point sur la collecte de fonds à la fin janvier 2016

(En USD)					
	<i>Engagements¹</i>	<i>Accords signés</i>	<i>Fonds Reçus²</i>	<i>Restant</i>	<i>Date Signature</i>
Donateurs					
Australie	529,558	529,558	529,558	-	Août 2013
Chine ³	2,051,201	2,051,201	695,615	1,355,586	Oct. 2013
Corée	800,000	800,000	600,000	200,000	Avr. 2015
Russie	6,306	6,306	6,306	-	Nov. 2015
Sous-total - Donateurs	3,387,065	3,387,065	1,831,479	1,555,586	
Bénéficiaires des services de formation de l'IFA					
Angola	250,000	250,000	-	250,000	Oct. 2015
Mauritius	17,800,000	17,800,000	12,800,000	5,000,000	Mai 2013
Seychelles	200,000	200,000	100,000	100,000	Avr. 2015
Togo	86,667	86,667	86,667	-	Mars 2015
Sous-total bénéficiaires	18,336,667	18,336,667	12,986,667	5,350,000	
Total des contributions extérieures attendues	21,723,733	21,723,733	14,818,146	6,905,586	
FMI	862,704	862,704	862,704	-	
1. Total des contributions attendues	22,586,437	22,586,437	15,680,850	6,905,586	
2. Budget du document de programme	27,803,918				
Écart (1-2)	(5,217,481)				

Source: Institut du FMI pour le développement des capacités

¹Accords signés plus autres engagements

²Fonds reçus à cette date convertis en USD au taux de change du jour

³Le solde résiduel de 13 298, 36 dollars de la contribution chinoise a été transféré au sous-compte du compte cadre AFRITAC pour les activités d'assistance technique.

Pour atteindre les objectifs de son programme initial, l'IFA doit encore mobiliser 5,2 millions de dollars. Ce financement permettra de porter l'offre de formation à un total de 30 à 32 semaines par an et d'élargir l'éventail des cours pour inclure davantage de cours spécialisés des départements

d'assistance technique du FMI. Le budget des opérations courantes de cinq ans de l'IFA s'élève à 22,6 millions de dollars.

Tableau 9. IFA — Estimations budgétaires pour les exercices 2015–2018

(In U.S. dollars)						
	Budget	FY2015 Expenses ¹	FY2016		FY2017 Budget	
			Budget	Outturn January 31, 2016		Remaining Budget
Center Management	6,225,752	1,140,974	1,471,175	767,078	704,097	1,754,040
(Personnel) ²	2,554,299	517,451	552,910	388,708	164,202	575,026
Non-personnel administrative costs	3,671,453	623,523	918,265	378,370	539,895	1,179,014
Courses/Seminars	13,837,296	2,343,012	3,181,077	1,882,745	1,298,333	3,016,097
Trainers	5,685,433	942,213	1,243,051	819,965	423,086	1,229,703
Staff travel	1,451,417	268,055	321,387	127,775	193,612	304,562
Participants (travel, hotel, subsistence, other)	5,986,532	1,099,297	1,386,800	903,080	483,720	1,352,172
Interpretation and Translation	310,402	33,447	96,000	31,925	64,075	96,000
High Level Seminars	100,993	-	33,000	-	33,000	33,660
Contingency	302,519	-	100,840	-	100,840	-
Subtotal	20,063,048	3,483,986	4,652,252	2,649,823	2,002,430	4,770,137
7 percent administrative fee	1,404,413	243,879	325,658	185,488	140,170	333,910
Total - donor funded expenses	21,467,461	3,727,865	4,977,910	2,835,311	2,142,600	5,104,047
IMF-funded expenses	862,704	-	-	-	-	-
Grand total	22,330,165	3,727,865	4,977,910	2,835,311	2,142,600	5,104,047

Source: Institute for Capacity Development, IMF.

1. Actual outturns

2. Includes compensation for Director's time that covers salary of the local economist for AFRITAC South.

Alors qu'elles avaient été initialement estimées à près de 5,1 millions d'euros pour l'ensemble de l'année, les dépenses se sont élevées à 3,6 millions de dollars pour l'exercice budgétaire 2016, ce qui représente une économie considérable. Des économies réalisées sur les coûts administratifs hors personnel, les coûts d'interprétation et de traduction, les frais de déplacement du personnel ainsi que les frais de voyage et d'hébergement des participants expliquent cette tendance.

Personnel de l'IFA



Effie Psalida est Directrice de l'Institut de formation pour l'Afrique et Coordinatrice de l'AFRITAC Sud. Elle dirige l'Institut de formation pour l'Afrique du FMI depuis juillet 2015. Ayant rejoint le Fonds

monétaire international en 1992, elle était dernièrement Chef de la Division des partenariats mondiaux de l'Institut du FMI pour le développement des capacités. Mme Psalida a travaillé sur des pays d'Afrique, d'Asie centrale et de l'Est, d'Europe et du Moyen-Orient.



Jaromir Hurnik est Directeur adjoint de l'Institut de formation pour l'Afrique. Avant d'occuper ce poste, il a été économiste principal à l'Institut multilatéral de Vienne du FMI pendant deux ans, et conseiller en politique monétaire auprès du conseil de la Banque nationale tchèque. À partir de 2005, il a également été

expert du FMI et a apporté une assistance technique en modélisation et prévision économiques à un grand nombre de banques centrales d'Europe de l'Est et d'Afrique. M. Hurnik est titulaire d'un master et d'un doctorat en économie de l'Université Charles de Prague, et il a consacré l'essentiel de ses travaux de recherche à la politique monétaire et à la modélisation macroéconomique.



Boaz Nandwa est économiste à l'Institut de formation pour l'Afrique. Avant de rejoindre l'IFA, il a été économiste principal au conseil économique de Dubaï et professeur assistant d'économie dans plusieurs universités aux États-Unis et aux Émirats Arabes Unis. Il a en outre participé à divers séminaires de recherche de

haut niveau avec le Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA) et a également été consultant auprès de l'Université des Nations-Unies (UNU)/WIDER. M. Nandwa est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université d'État du Kansas et a entrepris des études post-doctorales au centre pour la croissance économique de l'Université de Yale, aux États-Unis. Ses travaux de recherche portent notamment sur la macroéconomie, l'économie internationale, les finances publiques et le développement économique.



Ms Heloisa Marone est économiste à l'Institut de formation pour l'Afrique (IFA). Avant d'occuper ce poste, elle a été conseillère économique principale auprès du Bureau commun du PNUD, de l'UNICEF, et du FNUAP au Cap Vert de 2011 à 2015. Elle a également

été conseillère économique et spécialiste en politique économique auprès de l'Administrateur du PNUD, et économiste auprès du groupe de recherche sur l'Amérique Latine de Morgan Stanley à New York. Elle a en outre enseigné l'économie à l'Université McGill de Montréal et à l'École supérieure d'affaires publiques et de relations internationales de l'Université Columbia à New York. Ms Marone est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université Columbia, d'un master en économie et d'une licence en administration publique, de la «Fundação Getúlio Vargas (FGV)», au Brésil, ainsi

qu'une licence de droit de l'Université de São Paulo (USP), au Brésil.



Kanand Gooly

Chef de l'administration



Kiravâni Appandi-Tandrayen

Responsable des cours



Kurvy Armoogum Pillay

Responsable des technologies et de l'information



Anna Joorun-Somna,

Assistante au Centre de formation

ATI Topic Area Logical Framework

ATI Strategic Logical Framework (February 19, 2016)			
Improve macroeconomic management to foster economic growth and poverty reduction			
Improve the understanding of government officials of macroeconomic management in order to maintain macroeconomic stability, foster economic growth and reduce poverty			
Regional Program Objective	Verifiable Indicators (One per outcome)	PROGRESS on INDICATORS	General Risks/Assumptions/ Risk Mitigation
1. Improve government officials' understanding of general macroeconomic management issues	number of participants that have benefited from training - positive answers to later surveys on questions related to impact of training on macroeconomic management and on promotion of participants	FY14 - no participants FY15 - 30 participants Survey to be done	There is always a risk that some participants may not be in positions to make effective use of the knowledge gained, or that their educational background or prior experience may inhibit their understanding of the content of the course. As in the past, the IMF will attempt to mitigate this risk through active communication with the authorities on the selection of the participants.
2. Improve government officials' understanding of key macroeconomic management areas such as monetary, fiscal, financial sector and debt management policies, in order to improve policy implementation	number of participants that have benefited from training - positive answers to later surveys on questions related to impact of training on macroeconomic management and on promotion of participants	FY14 - 143 participants FY15 - 242 participants Survey to be done	
3. Improve government officials' understanding of more specialized topics such as management of natural resources, economic integration, and finance in order to improve policy implementation.	number of participants that have benefited from training - positive answers to later surveys on questions related to impact of training on macroeconomic management and on promotion of participants	FY14 - 28 participants FY15 - 28 participants Survey to be done	

Topic Area Logical Framework - ATI (February 19, 2016)

Training in general macroeconomic management

Training in general macroeconomic management

Outcomes (Typically no more than four)	Verifiable Indicators (One per outcome)	PROGRESS on INDICATORS	Milestones (and Date)	MILESTONE ACHIEVEMENT	Specific Risks/ Assumptions
Training is provided to up to 35 mid- to senior level government officials of SSA countries per course. These participants come from ministries of finance, central banks and other relevant agencies	Number of officials trained and their positions in government agencies	30 participants in FY15	30 participants in FY15 30 participants in FY16 30 participants in FY17	30 participants in FY15	There is always a risk that some participants may not be in positions that enable them to make effective use of the knowledge gained, or that their educational background or prior experience may inhibit their understanding of the content of the course. As in the past the ATI and IMF will attempt to mitigate this risk through active communication with the authorities of the member countries, the IMF resident representatives in the member countries, and AFR staff on the selection of the participants.
Training is well-targeted in terms of audience and level of education	Positive responses (more than 80 percent) of participants to questions on the end-of-course evaluations survey that address the relevance of the course to their jobs and career development, and their overall satisfaction with the course. Counselors' assessment of the level of participant involvement and learning.		More than 80 percent of participants evaluate relevance for the job and the overall value of the course at 4.0 or more out of 5.0	In FY15, 100 percent of participants evaluated relevance for the job and 93 percent the overall value of the course at 4.0 or more out of 5.0	
Learning has taken place during the course	Improvement in the result of quiz administered at the end of the course, compared to the results of the same quiz at the beginning of the course		Improvement in knowledge of at least 15 percent	FY15 - improvement in knowledge of 8 percent.	
Training enables participants to do their jobs better and give them additional skills to increase their chances of promotion	Positive responses of participants and their supervisors to the follow-up survey (after one year and after three years) regarding impact of training on policy implementation and on career perspectives of participants.		To be determined		
	Inputs				
No course in FY14					
One course in FY15	6 lecturer weeks in FY15				
One course in FY16	6 lecturer weeks in FY16				
One course in FY17	6 lecturer weeks in FY17				

NOT FOR USE

Topic Area Logical Framework - ATI (February 19, 2016)

Training in specific areas of macroeconomic management (monetary, fiscal, financial, debt management policies) as well as statistics

Training in specific macroeconomic management areas (monetary, fiscal, financial and debt management policies) as well as statistics

Outcomes (Typically no more than four)	Verifiable Indicators (One per outcome)	PROGRESS on INDICATORS	Milestones (and Date)	MILESTONE ACHIEVEMENT	Specific Risks/ Assumptions
Training is provided to up to 35 mid- to senior level government officials of SSA countries per course. These participants come from ministries of finance, central banks and other relevant agencies	Number of officials trained and their positions in government agencies	143 participants in FY14	240 participants in FY15 240 participants in FY16 270 participants in FY17	242 participants in FY15	There is always a risk that some participants may not be in positions that enable them to make effective use of the knowledge gained, or that their educational background or prior experience may inhibit their understanding of the content of the course. As in the past the ATI and IMF will attempt to mitigate this risk through active communication with the authorities of the member countries, the IMF resident representatives in the member countries, and AFR staff on the selection of the participants.
Training is well targeted in terms of audience and level of education	Positive responses (more than 80 percent) of participants to questions on the end-of-course evaluations survey that address the relevance of the course to their jobs and career development, and their overall satisfaction with the course. Counselors' assessment of the level of participant involvement and learning.	In FY14, 95 percent of participants evaluated relevance for the job and 99 percent the overall value of the course at 4.0 or more out of 5.0	More than 80 percent of participants evaluate relevance for the job and the overall value of the course at 4.0 or more out of 5.0	In FY15, 94 percent of participants evaluated relevance for the job and 95 percent the overall value of the course at 4.0 or more out of 5.0	
Learning has taken place during the course	Improvement in the result of quiz administered at the end of the course, compared to the results of the same quiz at the beginning of the course	Average 19 percent improvement in knowledge by quiz (58 participants). Ranking of understanding of selected topics before and after the course on the scale from 0 to 5 - improvement from 2 to 3.75 (58 participants) in FY 2014.	Improvement in knowledge of at least 15 percent	FY15 - improvement in knowledge of 22 percent	
Training enables participants to do their jobs better and give them additional skills to increase their chances of promotion	Positive responses of participants and their supervisors to the follow-up survey (after one year and after three years) regarding impact of training on policy implementation and on career perspectives of participants.		To be determined		
Inputs					
5 courses in FY14	30 lecturer weeks in FY14				
8 courses in FY15	41 lecturer weeks in FY15				
8 courses in FY16	48 lecturer weeks in FY16				
9 courses in FY17	54 lecturer weeks in FY17				NOT FOR USE

Topic Area Logical Framework - ATI (February 19, 2016)

Training in specialized areas of macroeconomic management such as in finance, in countries that are natural resource rich, or that are involved in regional integration

Training in specialized areas of macroeconomic management areas such as finance, in countries that are natural resource rich, or that are involved in regional integration

Outcomes (Typically no more than four)	Verifiable Indicators (One per outcome)	PROGRESS on INDICATORS	Milestones (and Date)	MILESTONE ACHIEVEMENT	Specific Risks/ Assumptions
Training is provided to up to 35 mid- to senior level government officials of SSA countries per course. These participants come from ministries of finance, central banks and other relevant agencies.	Number of officials trained and their positions in government agencies	28 participants in FY14	30 participants in FY15 60 participants in FY16 60 participants in FY17	28 participants in FY15	There is always a risk that some participants may not be in positions that enable them to make effective use of the knowledge gained, or that their educational background or prior experience may inhibit their understanding of the content of the course. As in the past the ATI and IMF will attempt to mitigate this risk through active communication with the authorities of the member countries, the IMF resident representatives in the member countries, and AFR staff on the selection of the participants.
Training is well-targeted in terms of audience and level of education	Positive responses (more than 80 percent) of participants to questions on the end-of-course evaluations survey that address the relevance of the course to their jobs and career development, and their overall satisfaction with the course. Counselors' assessment of the level of participant involvement and learning.	In FY14, 89 percent of participants evaluated relevance for the job and 96 percent the overall value of the course at 4.0 or more out of 5.0	More than 80 percent of participants evaluate relevance for the job and the overall value of the course by 4.0 or more out of 5.0	In FY15, 100 percent of participants evaluated relevance for the job and 100 percent the overall value of the course at 4.0 or more out of 5.0	
Learning has taken place during the course	Improvement in the result of quiz administered at the end of the course, compared to the results of the same quiz at the beginning of the course	Ranking of understanding of selected topics before and after the course on the scale from 0 to 5 - improvement from 2 to 4 in FY14	Improvement in knowledge of at least 15 percent	FY15 - improvement in knowledge of 12 percent	
Training enables participants to do their jobs better and give them additional skills to increase their chances of promotion	Positive responses of participants and their supervisors to the follow-up survey (after one year and after three years) regarding impact of training on policy implementation and on career perspectives of participants.		To be determined		
Outputs	Inputs				
1 course in FY14	6 lecturer weeks in FY14				
1 course in FY15	6 lecturer weeks in FY15				
2 courses in FY16	12 lecturer weeks in FY16				
2 courses in FY17	12 lecturer weeks in FY17				NOT FOR USE

Topic Area Logical Framework - ATI (February 19, 2016)

Customized training supporting technical assistance

Outcomes (Typically no more than four)	Verifiable Indicators (One per outcome)	PROGRESS on INDICATORS	Milestones (and Date)	MILESTONE ACHIEVEMENT	Specific Risks/ Assumptions
Training is provided in support of technical assistance	Number of events per year	2 events in FY14	6 events in FY15 8 events in FY16 7 events in FY17	10 events in FY15	There is always a risk that some participants may not be in positions that enable them to make effective use of the knowledge gained, or that their educational background or prior experience may inhibit their understanding of the content of the course. As in the past the ATI and IMF will attempt to mitigate this risk through active communication with the authorities of the member countries, the IMF resident representatives in the member countries, and AFR staff on the selection of the participants.
Training enables participants to do their jobs better and give them additional skills to increase their chances of promotion	Positive responses of participants and their supervisors to the follow-up survey (after one year and after three years) regarding impact of training on policy implementation and on career perspectives of participants.		To be determined		
Outputs	Inputs				
2 events in FY 2014	2 lecturer weeks in FY 2014				
6 events in FY 2015	6 lecturer weeks in FY 2015				
8 events in FY 2016	8 lecturer weeks in FY 2016				
					NOT FOR USE



INSTITUT DE FORMATION POUR L'AFRIQUE

Description des cours pour les exercices
2015, 2016, et 2017



Dispensé (exercice 2015) :

20 avril – 1 mai 2015

Dispensé (exercice 2016) : -

Prévu (exercice 2017) :

5 – 16 sept. 2016

Langue :

Anglais/Français

PPF – Programmation et politiques financières

Ce cours a pour objectif d'aider les participants à mieux comprendre les mécanismes d'élaboration et de mise en œuvre des politiques macroéconomiques et financières, en s'appuyant sur l'expérience du FMI dans la surveillance des économies, l'élaboration des programmes financiers et les conseils techniques aux pays membres. Le cours couvre les principales caractéristiques des quatre grands secteurs macroéconomiques (réel, financier, extérieur et monétaire) et les liens qui existent entre eux. Pour chaque secteur, le cours présente d'abord la dimension comptabilité, puis il aborde : (i) les questions analytiques et les méthodes de prévision simples; (ii) le diagnostic des résultats macroéconomiques et l'analyse de l'effet des politiques macroéconomiques et structurelles sur les principales variables qui intéressent les gouvernants, notamment la production, les prix et la balance des paiements; (iii) la préparation d'un programme de politique macroéconomique visant à corriger les déséquilibres mis en évidence par le diagnostic d'une étude de cas basée sur des données réelles. Durant ce cours, les participants travaillent en petits groupes sur un sujet de leur choix sur lequel ils doivent faire un exposé à la fin du cours.

Public visé :

La préférence sera accordée aux participants ayant déjà suivi le cours en ligne PPF.1x.

Dispensé (exercice 2015) :

9-20 février 2015

Dispensé (exercice 2016) :

28 mars – 8 avril 2016

Prévu (exercice 2017) :

22 août – 2 septembre 2016

Langue :

Anglais/Français

GMPB : Gestion macroéconomique et politique budgétaire

Ce cours de deux semaines a pour objectif d'aider les participants à mieux comprendre la problématique de la politique budgétaire et ses conséquences pour la gestion macroéconomique. Il traite des rapports entre les variables budgétaires et les agrégats macroéconomiques, ainsi que des principaux aspects de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique budgétaire comme instrument utilisé pour assurer la stabilité macroéconomique et la croissance. Le cours s'appuie sur l'expérience du FMI en matière de conseils budgétaires, ainsi que sur les études réalisées par ses services et par des experts indépendants. Parmi les thèmes abordés figurent : les aspects macroéconomiques de la politique budgétaire, tels que l'estimation des soldes budgétaires corrigés des variations cycliques et le rôle des stabilisateurs automatiques et des mesures discrétionnaires en matière de politique budgétaire ; la viabilité des finances publiques et divers aspects structurels et institutionnels de la politique budgétaire, tels que la réforme fiscale et l'administration des impôts, la politique et la gestion des dépenses, et la réglementation budgétaire. Les participants sont invités à présenter des exposés traitant des principales questions de politique générale de leur pays.

Public visé :

Fonctionnaires de rang intermédiaire à supérieur des Ministères des finances, de l'économie et du plan ou de banques centrales qui offrent des conseils en matière de politiques macroéconomiques et interviennent dans leur mise en œuvre.

Dispensé (exercice 2015) :

16-27 mars 2015

Dispensé (exercice 2016) : -

Prévu (exercice 2017) :

17 – 28 octobre 2016

Langue :

Anglais

PMPC : Politique monétaire et politique de change

Ce cours de deux semaines passe en revue les diverses stratégies qui s'offrent aux autorités nationales en matière de politique monétaire et de régime de change, en insistant sur le fait que les choix opérés dans ces deux domaines doivent être compatibles. Il examine les facteurs qui influent sur ces choix et leurs conséquences. Le cours traite aussi des sujets suivants : les facteurs déterminants de l'inflation et le diagnostic de l'inflation, la mondialisation financière et les flux de capitaux, l'évaluation des taux de change réels d'équilibre ainsi que le pour et le contre du contrôle des mouvements des capitaux. Enfin, le cours aborde le mécanisme de transmission de la politique monétaire et les stratégies prospectives pour mener la politique monétaire et fixer le taux d'intérêt directeur. Une très grande attention est accordée à la mise en œuvre de la politique monétaire, notamment l'utilisation d'un modèle prospectif simple néo-keynésien et l'élaboration d'un système structuré de prévision et d'analyse de la politique monétaire. Il est attendu des participants qu'ils prennent une part active aux discussions durant le cours. Répartis en petits groupes sous la direction de conseillers, ils réalisent des exercices pratiques visant à approfondir leur compréhension des sujets du cours. Ils sont tenus de faire de brefs exposés.

Public visé :

Fonctionnaires de rang intermédiaire à supérieur chargés de la politique monétaire et de la politique de change de leur pays, ou cadres de niveau débutant à intermédiaire qui travaillent sur les prévisions macroéconomiques. Les participants doivent être titulaires d'un diplôme d'études supérieures en sciences économiques ou justifier d'une expérience équivalente.

Dispensé (exercice 2015) : -

Dispensé (exercice 2016) :

14 – 25 mars 2016

Prévu (exercice 2017) :

-

Langue :

Anglais

APM : Analyse de la politique monétaire

Ce cours de deux semaines répond aux demandes de formation dans le domaine de l'analyse prospective et modélisée de la politique monétaire. Il est axé sur un modèle néo-keynésien réduit. Les participants étudient les concepts fondamentaux de l'économie monétaire néo-keynésienne et leur application dans un modèle comparable à celui utilisé par les banques centrales aussi bien de pays avancés qu'émergents. Ce modèle est ensuite recalibré et appliqué aux données du pays retenu à des fins d'analyse et de prévision. L'accent est également mis sur le filtrage des données dans un cadre à plusieurs variables (filtre de Kalman) et les prévisions à court terme. Chaque jour, les participants sont divisés en petits groupes, sous la direction de conseillers, pour faire des exercices pratiques visant à appliquer les techniques exposées dans le cours. Les participants sont tenus de faire de brefs exposés. Le cours ne privilégie aucun régime monétaire particulier, mais présente au contraire différents modèles à utiliser dans le cadre d'un taux de change flottant ou fixe, ainsi que dans le contexte d'une maîtrise incomplète du marché monétaire intérieur.

Public visé:

Compte tenu du thème et du contenu technique de ce cours, il s'adresse soit à des fonctionnaires de rang intermédiaire à supérieur prenant des décisions de politique monétaire qui reposent en partie ou principalement sur une structure modélisée et prospective, soit aux agents directement chargés de gérer des modèles macroéconomiques. Les participants doivent être titulaires d'un diplôme d'études supérieures en sciences économiques, ou justifier d'une expérience équivalente. Ils doivent également avoir une bonne connaissance des logiciels d'application économétrique tels que EViews ou équivalent. Des connaissances de base de l'environnement Matlab/IRIS de modélisation macroéconomique sont un avantage. Il est recommandé d'avoir suivi le cours sur la politique monétaire et la politique de change (PMPC) avant de postuler à celui-ci.

Dispensé (exercice 2015) : -

Dispensé (exercice 2016) :

29 juin – 10 juillet 2015

Prévu (exercice 2017) :

6 – 17 juin 2016

Langue :

Anglais

PM – Préviation macroéconomique

Ce cours de deux semaines a pour but d'étoffer les compétences des participants dans le domaine de la prévision et de la modélisation macroéconomiques à l'aide de techniques économétriques modernes. Il couvre un examen de la théorie de base, des démonstrations d'analyses empiriques sur ordinateur personnel et des travaux pratiques en laboratoire informatique. Il se concentre sur cinq aspects de la construction de modèles empiriques et de prévision, à savoir : - les propriétés des données et des modèles, dont la stationnarité, la non-stationnarité et la co-intégration ; - la spécification dynamique, dont l'utilisation de modèles de correction d'erreurs ; - l'évaluation et la conception de modèles ; - les incertitudes prévisionnelles, les prévisions à des fins de politique économique et l'analyse des politiques, et les prévisions combinées. Les participants appliquent les techniques enseignées à un pays qui sert d'étude de cas, en construisant et en évaluant un modèle dont ils se servent ensuite pour effectuer des prévisions.

Public visé :

Cadres de rang intermédiaire à supérieur qui interviennent dans la préparation des prévisions utilisées pour l'élaboration et la mise en œuvre de la politique macroéconomique

Dispensé (exercice 2015) :

11-22 août 2014

Dispensé (exercice 2016) :

9 – 20 novembre 2015

8 – 19 février 2016

Prévu (exercice 2017) :

4 – 15 juillet 2016

Langue :

Anglais

GPR – Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles

Ce cours de deux semaines se propose d'aider les participants à mieux comprendre les défis des pays riches en ressources naturelles. En s'appuyant sur l'expérience du FMI et les contributions des chercheurs à ces questions, le cours vise à doter les participants des compétences analytiques nécessaires pour étudier les problèmes rencontrés par les pays riches en ressources naturelles et concevoir des ripostes appropriées. Les compétences développées pendant le cours permettront aux participants de comprendre les nombreux enjeux, notamment les conséquences budgétaires des différentes stratégies d'exploitation des ressources naturelles, le choix d'une politique monétaire et d'un dispositif de taux de change appropriés, les problématiques du secteur financier et les réformes structurelles qui s'imposent. Le cours donne également l'occasion de débattre en profondeur de plusieurs études de cas portant sur des pays riches en ressources naturelles.

Public visé :

Fonctionnaires de rang intermédiaire à supérieur de banques centrales, ministères des finances et autres organismes publics pertinents qui interviennent dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques dans des pays riches en ressources naturelles. Les participants recherchés doivent contribuer à l'élaboration et la mise en œuvre de mesures gouvernementales dans ces pays et bien maîtriser les questions macroéconomiques, budgétaires et financières.

Dispensé (exercice 2015) : -

Dispensé (exercice 2016) :

10 – 21 août 2015

Prévu (exercice 2017) :

-

Langue :

Anglais

GMSF – Gestion macroéconomique et problématiques du secteur financier

Ce cours de deux semaines examine les choix de politique économique auxquels sont confrontées les autorités des pays en développement ou émergents ainsi que les options qui s'offrent à elles. Il accorde une attention particulière aux interactions entre les problématiques du secteur financier et la gestion macroéconomique. Le cours aborde plusieurs grandes questions macroéconomiques telles que la stabilisation macroéconomique et les cadres de la viabilité de la dette budgétaire et de la dette extérieure par rapport au choix du régime de change et du flux de capitaux internationaux. Il traite aussi de questions concernant le secteur financier comme le rôle que celui-ci joue dans l'économie, les relations mutuelles entre la fragilité financière et la stabilité macroéconomique, les politiques relatives au secteur financier et les mesures prises face aux crises financières. Le contenu du cours sera différencié pour mieux traiter les questions propres à chaque région. Il est attendu des participants qu'ils prennent une part active aux discussions durant le cours ; ils seront répartis en petits groupes sous la direction de conseillers pour procéder à des exercices pratiques visant à consolider les acquis théoriques. Ils pourront être invités à faire des exposés sur des questions importantes concernant leur pays.

Public visé :

Fonctionnaires de rang intermédiaire à supérieur de banques centrales, ministères des finances et organismes de réglementation qui interviennent dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques macroéconomiques et financières. Les participants doivent être titulaires d'un diplôme d'études supérieures en sciences économiques, ou justifier d'une expérience équivalente.

Dispensé (exercice 2015) :

25 août-5 septembre 2014

Dispensé (exercice 2016) :

27 juillet – 7 août 2015

Prévu (exercice 2017) :

7 – 18 novembre 2016

Langue :

Anglais/Français

ESF – Politiques économiques pour la stabilité financière

Ce cours de deux semaines examine les mesures macroéconomiques et microprudentielles propres à préserver la stabilité financière. Il analyse les causes macroéconomiques et les conséquences des tensions sur les marchés financiers et le système bancaire, ainsi que les mesures prises pour y faire face et les enseignements tirés des crises récentes. Les interactions entre les cadres macroéconomiques, financiers, réglementaires et de contrôle reçoivent une attention particulière. Les systèmes d'alerte avancée pour évaluer la stabilité financière (tests de résistance compris) et la gestion du risque financier sont aussi abordés. Les participants peuvent être invités à faire de brefs exposés sur des sujets intéressants leur pays.

Public visé :

Fonctionnaires de rang intermédiaire à supérieur de banques centrales, ministères des finances ou organismes de réglementation, qui participent à l'élaboration des politiques macroéconomiques et financières. Les participants doivent être titulaires d'un diplôme d'études supérieures en sciences économiques, ou justifier d'une expérience équivalente.

Dispensé (exercice 2015) :

9-20 juin 2014

20-31 octobre 2014

Dispensé (exercice 2016) :

11 – 23 juin 2015

1– 11 décembre 2015

Prévu (exercice 2017) :

19 – 29 juillet 2016

Langue :

Anglais/Français

FCB – Éléments fondamentaux du contrôle bancaire

Ce cours a pour but de rassembler les responsables de la supervision micro- et macro-prudentielle. Il examine l'évolution des dispositifs de réglementation et de supervision afin que les praticiens des deux disciplines restent informés des évolutions dans les deux domaines ainsi que des interactions entre les supervisions micro- et macro-prudentielles. Les sujets abordés incluent les aspects institutionnels d'une supervision efficace, les enseignements de la crise financière, les propositions de modifications des réglementations bancaires, la supervision transfrontalière et les collèges de superviseurs ainsi que les outils et les difficultés de la supervision macroprudentielle. Le cours attirera aussi l'attention sur les problèmes pratiques auxquels les superviseurs doivent faire face. Les participants seront appelés à jouer un rôle actif dans le cadre d'ateliers, de débats et d'études de cas.

Public visé:

Experts intervenant directement dans la supervision bancaire. Les participants recherchés doivent avoir une bonne connaissance des réglementations bancaires.

Dispensé (exercice 2015) : -

Dispensé (exercice 2016) :

25 avril – 6 mai 2016

Prévu (exercice 2017) :

1– 12 août 2016

Langue :

Anglais

AMF – Analyse des marchés financiers

Ce cours initie les participants aux principes fondamentaux de l'analyse financière qui font partie des outils à la disposition des gouvernants. Ces outils permettent d'étudier les caractéristiques de divers instruments financiers et de la fixation de leur prix et d'analyser des portefeuilles d'avoirs ainsi que les principes de base de la gestion des risques. Parmi les sujets abordés figurent :

- La fixation du prix des instruments du marché monétaire ;
- La fixation du prix des obligations ;
- La volatilité du prix des obligations : durée et convexité ;
- La fixation du cours des actions ;
- La structure des taux d'intérêt ;
- La répartition des actifs et la théorie du portefeuille, et
- Les concepts de base de la gestion des risques.

Les ateliers organisés, qui font partie intégrante du cours, obligent les participants à appliquer les techniques exposées.

Public visé :

Fonctionnaires de niveau débutant à intermédiaire de banques centrales, ministères des finances et organismes de réglementation qui s'intéressent aux principes fondamentaux de l'analyse financière dans la panoplie d'outils à la disposition des gouvernants. Les pays ciblés : ceux qui disposent de marchés monétaires et

obligatoires
opérationnels.

***Dispensé (exercice
2015) : -***

***Dispensé (exercice
2016) :***

19 – 30 octobre 2015

Prévu (exercice 2017) :

4-15 octobre 2016

Langue : Anglais

PEI – Problématique économique de l'intégration régionale

Ce cours de deux semaines vise principalement à permettre aux participants de mieux comprendre divers aspects de l'intégration économique et monétaire. En s'appuyant sur les principes théoriques et des études de cas tirées de l'expérience de plusieurs régions du monde, il couvre les conditions que requiert l'intégration économique et monétaire ; l'intégration commerciale, financière et monétaire ; les coûts et avantages du processus de mise en œuvre et les aspects de politique économique de l'intégration. Les ateliers sont conçus de manière à permettre aux participants d'approfondir leurs connaissances sur des aspects particuliers venant des expériences de l'intégration économique et monétaire. Les participants procèdent à des évaluations à partir d'études de cas incluant des données nationales et ils doivent présenter leurs conclusions dans un bref exposé.

Public visé :

Fonctionnaires de rang intermédiaire à supérieur de banques centrales et ministères des finances de pays qui font parties à un accord d'intégration régionale ou envisagent ou préparent la conclusion d'un accord de ce type.

Dispensé (exercice 2015) :

-

Dispensé (exercice 2016) :

11-22 avril 2015

Prévu (exercice 2017) :

19-21 septembre 2016

(à la suite du cours sur la programmation financière)

Langue:

Anglais/Français

SCN – Statistiques des comptes nationaux

Ce cours est principalement axé sur les questions d'établissement du PIB et repose sur le *Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008)*. Les conférences et les ateliers portent sur les thèmes suivants : présentation du SNC 2008, flux, stocks et règles de comptabilisation, compte de production, PIB selon l'optique des dépenses, production de branches d'activité particulières, séquence des comptes, tableaux ressources-emplois, mesures de prix et de volumes, évaluation des stocks et l'économie non observée.

Public visé :

Fonctionnaires de rang intermédiaire à supérieur d'instituts de la statistique ou de ministères de l'économie et de banques centrales qui participent à l'établissement des données de comptabilité nationale.